



CHAD-CLIMATE
FINANCE EXPO 2.0

Rapport général de la 2^e édition de l'Exposition sur le Financement Climatique

Ndjamena, 25-26 Mars 2026
Ministère des Affaires étrangères et de l'Intégration Africaine

Rapporteurs :
M. RENAUD DINGUEMNAEL
M.ABAKAR RENE
M. TEKNA SANAMMA

NOVAE
COM

Agence de Communication Évènementielle

1. Avant-propos

Face à l'intensification des effets du changement climatique, le Tchad se trouve confronté à des défis majeurs touchant l'environnement, la sécurité alimentaire, la santé des populations et la stabilité socio-économique.

Bien que faiblement émetteur de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale, le pays subit de manière disproportionnée les impacts du dérèglement climatique. Cette situation souligne l'importance de renforcer les mécanismes de justice climatique et de faciliter l'accès des pays vulnérables aux financements internationaux dédiés à l'adaptation et à l'atténuation.

C'est dans cette perspective que le Gouvernement de la République du Tchad, à travers le Ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable, a organisé, avec l'appui du British Council, la deuxième édition de l'exposition sur le financement climatique — Chad Climate Finance Expo 2.0, placée sous le thème :

« Diversifier le financement climatique pour la résilience et la croissance ».

Cette exposition vise à offrir une plateforme de dialogue entre les pouvoirs publics, les partenaires techniques et financiers, le secteur privé, la société civile et les porteurs de projets, afin de favoriser la mobilisation de ressources innovantes pour soutenir la transition écologique et le développement durable du Tchad.

2. Résumé exécutif

La deuxième édition du Chad Climate Finance Expo, tenue les 25 et 26 mars 2026 à N'Djamena, a réuni un large éventail d'acteurs nationaux et internationaux engagés dans la lutte contre les effets du changement climatique et la promotion d'un développement durable au Tchad.

Durant deux jours, vingt sessions thématiques et quatre panels de haut niveau en plénière ont permis d'aborder les principales problématiques liées à la mobilisation des financements climatiques.

Les discussions ont porté notamment sur :

L'accès aux financements climatiques internationaux ; la mobilisation du secteur privé ; la promotion des emplois verts ; la résilience des systèmes de santé face au climat ; l'écotourisme et la conservation de la biodiversité ; les mécanismes financiers innovants, notamment les marchés carbone.

Les participants ont souligné la nécessité de :

Simplifier l'accès aux financements climatiques ; renforcer les capacités nationales de montage de projets ; mobiliser davantage le secteur privé ; développer des instruments financiers innovants ; renforcer l'implication des communautés locales, des femmes et des jeunes.

3. Contexte et justification

L'ouverture des travaux a été marquée par un rappel du principe de justice climatique, selon lequel les pays les moins responsables des émissions mondiales de gaz à effet de serre figurent parmi les plus affectés par leurs conséquences.

Le Tchad apparaît ainsi comme l'un des pays les plus vulnérables aux effets du changement climatique, notamment en raison : de la dégradation accélérée des écosystèmes ; de la variabilité climatique accrue ; des défis liés à la sécurité alimentaire ; de la pression sur les ressources naturelles.

Fort du succès de la première édition organisée en 2024, le Gouvernement tchadien a souhaité faire de cette deuxième édition une étape décisive visant à transformer les discussions en actions concrètes en facilitant l'accès aux financements climatiques.

4. Objectifs de l'exposition

Objectif général

Promouvoir la diversification des mécanismes de financement climatique afin de renforcer la résilience et soutenir la croissance durable au Tchad.

Objectifs spécifiques

Sensibiliser les acteurs nationaux aux opportunités de financement climatique

Mettre en relation investisseurs et porteurs de projets

Valoriser les initiatives environnementales du Tchad

Encourager les partenariats entre institutions publiques, secteur privé et partenaires internationaux

5. Déroulement des activités

5.1 Cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture a été marquée par les interventions suivantes :

Les partenaires techniques et financiers (FCDO, Pays-Bas, PAM, PNUD, UNICEF) ;

L'allocution du Ministre de l'Environnement, de la Pêche et du Développement Durable, Hassan Bakhit Djamous ;

Le discours d'ouverture du Premier Ministre, Allah-Maye Halina.

Les intervenants ont insisté sur l'importance de renforcer les mécanismes de mobilisation des financements climatiques afin de permettre au Tchad de faire face aux défis environnementaux.

6. Méthodologie

Les sessions plénières ont permis aux experts de présenter un panorama global avant les échanges approfondis dans les sessions thématiques organisées en parallèle.

Plénière 1 : Catalyser les flux d'investissement climatique

Cette plénière a mis l'accent sur la nécessité de mobiliser davantage de financements climatiques en diversifiant les sources (publiques, privées, innovantes). Elle a souligné l'importance de simplifier l'accès aux fonds, de renforcer les capacités nationales et d'impliquer le secteur privé, notamment dans les domaines des énergies renouvelables et de l'agriculture résiliente. Les marchés carbone ont été présentés comme une opportunité prometteuse.

Sessions thématiques

Session 1 : Promotion des emplois verts

Les discussions ont mis en évidence le potentiel des emplois verts pour soutenir la croissance économique tout en protégeant l'environnement.

Plusieurs contraintes subsistent néanmoins : manque de coordination entre institutions ; insuffisance de financements dédiés ; réticence des banques commerciales ; faible structuration de certaines organisations de la société civile.

Les participants ont recommandé un renforcement de la coordination institutionnelle et une mobilisation accrue des ressources financières.

Session 2 : Santé résiliente au climat

Les partenaires internationaux, notamment le Royaume-Uni et les Pays-Bas, ont partagé leurs expériences sur la gestion des aléas climatiques.

Les agences des Nations Unies ont souligné : l'urgence de protéger les enfants vulnérables (UNICEF) ; l'importance de l'anticipation pour garantir la sécurité alimentaire (PAM).

Le Gouvernement tchadien a rappelé les trois piliers de la justice climatique : la mise en relation des acteurs ; l'innovation financière ; la transparence.

Session 3 : Rôle du secteur privé dans le financement climatique

Les discussions ont montré que le secteur privé constitue un acteur clé de la transition écologique.

Cependant, plusieurs contraintes limitent encore son engagement : faible structuration des projets ; insuffisance d'expertise technique locale ; difficultés d'accès aux financements.

Les intervenants ont recommandé : la mise en place de fonds de garantie ; le renforcement des capacités des entreprises locales ; la promotion des énergies renouvelables.

Session 4 : Rôle de la société civile, des femmes et des jeunes

Les participants ont souligné l'importance d'une approche inclusive de l'action climatique.

Les femmes et les jeunes ont été reconnus comme des acteurs majeurs de la transition écologique, notamment dans : l'éducation environnementale ; la mobilisation communautaire ; l'innovation locale.

Plénière 2 : Opportunités au-delà des fonds climatiques verticaux

Les discussions ont porté sur la diversification des sources de financement au-delà des fonds traditionnels. Les experts ont recommandé d'explorer les partenariats public-privé, les marchés financiers et les mécanismes innovants comme les crédits carbone. La nécessité d'améliorer la gouvernance, la bancabilité des projets et d'aligner les politiques nationales aux exigences des bailleurs a été fortement soulignée.

Session 5 : Conservation de la nature et écotourisme

L'écotourisme a été identifié comme un levier potentiel de développement durable.

Cependant, plusieurs obstacles persistent : difficultés d'accès aux sites touristiques ; insuffisance d'infrastructures ; faible promotion des sites naturels.

Session 6 : Sécurité climatique et migration

Le Tchad se trouve confronté à des dynamiques migratoires complexes liées aux aléas climatiques.

Les intervenants ont souligné : la pression exercée par les réfugiés et déplacés ; la nécessité d'améliorer les statistiques et les données migratoires ; l'importance de financements adaptés aux contextes fragiles.

Plénière 3 : Accès aux fonds verticaux pour le climat et l'environnement

Cette plénière a analysé les difficultés d'accès aux financements climatiques internationaux, souvent complexes et exigeants. Elle a mis en avant le besoin de renforcer les capacités techniques et institutionnelles, d'améliorer la coordination entre acteurs et d'assurer une gouvernance

transparente. La structuration de projets solides et la création de mécanismes nationaux de coordination ont été recommandées.

Session 7 : Marché des crédits carbone

Le marché carbone représente une opportunité pour financer des projets climatiques.

Cependant, plusieurs défis subsistent : capacités institutionnelles limitées ; manque de données climatiques fiables ; cadre réglementaire encore insuffisant.

Session 8 : Protection sociale et résilience climatique

Les discussions ont mis en évidence l'importance des filets sociaux réactifs pour protéger les populations face aux chocs climatiques.

Les transferts monétaires et le Registre Social Unifié ont été présentés comme des outils essentiels.

Session 9 : Éducation et financement climatique

Les participants ont souligné que le changement climatique perturbe fortement le système éducatif, notamment à cause des inondations et des sécheresses.

Les discussions ont insisté sur : l'intégration de la résilience climatique dans les programmes éducatifs ; l'adaptation des modèles scolaires pour les enfants nomades ; le renforcement du financement de l'éducation en situation d'urgence.

Session 10 : Agriculture, sécurité alimentaire et gestion de l'eau

Les discussions ont porté sur la fragilité du bassin du Lac Tchad et les impacts du dérèglement climatique sur la production agricole.

Les solutions évoquées incluent : l'aménagement hydraulique ; l'agriculture régénérative ; le financement par les marchés carbone.

Session 11 : Transition énergétique juste

Les participants ont constaté la forte dépendance énergétique du Tchad aux combustibles fossiles, malgré un potentiel important en énergie solaire.

Plusieurs défis ont été identifiés : coût élevé de l'énergie ; faibles investissements dans les énergies renouvelables ; insuffisance des infrastructures.

Session 12 : Adaptation, pertes et préjudices et réduction des risques de catastrophes

Les discussions ont mis en avant :

La nécessité de systèmes d'alerte précoce ; le financement de projets d'adaptation locaux ; le rôle de la Grande Muraille Verte dans la lutte contre la désertification.

Session 13 : Financement climatique pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène

Les participants ont souligné que les investissements dans l'eau et l'assainissement sont essentiels pour renforcer la résilience climatique.

Cependant, le pays fait face à : des ressources hydriques limitées ; des investissements insuffisants ; des infrastructures encore fragiles.

Session 14 : Investir dans l'habitat durable

La session a mis en évidence les défis du secteur de l'habitat : urbanisation rapide ; habitat informel ; difficultés d'accès au foncier.

Les intervenants ont recommandé : la valorisation des matériaux locaux ; l'architecture bioclimatique ; la sécurisation foncière.

Plénière 4 : Processus de financement climatique pour le Tchad

Les échanges ont insisté sur la nécessité pour le Tchad de mettre en place un processus clair, structuré et coordonné pour accéder efficacement aux financements climatiques. Cela passe par une meilleure planification stratégique, une coordination interinstitutionnelle renforcée et un alignement avec les priorités nationales de développement durable.

7. Principaux résultats

Les travaux ont permis : de renforcer le dialogue entre les acteurs publics et privés ; d'identifier plusieurs opportunités de financement climatique ; de promouvoir les initiatives nationales en matière d'économie verte ; de consolider les partenariats internationaux.

8. Difficultés rencontrées

Plusieurs contraintes ont été identifiées :

Complexité des procédures d'accès aux financements climatiques ; insuffisance de projets bancables ; déficit de capacités techniques locales.

9. Recommandations

À l'endroit du Gouvernement

- Renforcer le cadre réglementaire du financement climatique ;
- Améliorer la coordination institutionnelle ;

- poursuivre les réformes fiscales incitatives.

À l'endroit du secteur privé

- Renforcer les capacités de montage de projets ;
- investir davantage dans les énergies renouvelables.

À l'endroit des partenaires techniques et financiers

- Soutenir le renforcement des capacités nationales ;
- Accompagner le développement d'instruments financiers innovants.

Cérémonie de clôture

La cérémonie de clôture a été marquée par les interventions de l'Ambassadrice de Grande-Bretagne et du Ministre des Infrastructures, représentant le Ministre de l'Environnement.

Les intervenants ont salué la qualité des échanges et réaffirmé leur engagement à traduire les recommandations en actions concrètes.

Conclusion

La deuxième édition du Chad Climate Finance Expo a constitué une plateforme majeure de dialogue sur les stratégies permettant d'améliorer l'accès du Tchad aux financements climatiques.

Les échanges ont confirmé la nécessité de passer d'une logique de dépendance à l'aide internationale à une logique de plateforme d'investissement, capable d'attirer des ressources publiques et privées en faveur du développement durable.

Les participants ont exprimé le souhait que cette exposition devienne un rendez-vous annuel majeur pour suivre les progrès réalisés et renforcer la mobilisation collective pour une économie tchadienne plus résiliente.